



# du Parti radical, sa naissance ?

un pilier de l'Assemblée nationale, ancien compagnon de route du mouvement. Depuis son siège, entre le jardin du Palais-Royal et les hôtels 4 étoiles du 1<sup>er</sup> arrondissement, le Parti radical règne en grand sur un empire rétréci.

Il faut dire que sa profession de foi a fini par tomber dans le domaine public. Le réformisme social des débuts, cette voie entre le libéralisme industriel et le socialisme marxiste, n'a plus rien de révolutionnaire. La laïcité irrigue les discours de la quasi-totalité des prétendants à l'Élysée. La peine de mort a été abolie. La justice sociale, l'humanisme et l'universalisme, grands principes des tables de la loi radicales, se sont imposés dans les éléments de langage de tout candidat désireux de rassembler une majorité de Français. « C'est une victoire éclatante sur le plan intellectuel, estime l'ancien ministre Jean-Louis Borloo, président du Parti radical valoisien de 2007 à 2014. Ce parti est né pour défendre la République et la laïcité. S'il a délaissé les premiers rôles, c'est parce que les idées au fondement de son existence paraissent acquises. Elles sont devenues un bien commun. Un patrimoine général. »

Mais, en infusant ses idées dans le débat politique, ce mouvement centenaire a perdu sa singularité. N'est-il plus qu'une nostalgie ? Un parti musée où relire le philosophe Léon Bourgeois, qui voulait à travers le Parti radical, au début du XX<sup>e</sup> siècle, « organiser » la société « selon les lois de la raison » ? Une boîte à archives de l'INA où retrouver la fougue réformatrice de Jean-Jacques Servan-Schreiber, dans les années 1970, et les ambitions écologistes du radical de gauche Michel Crépeau, dans les années 1980 ?

Ses membres veulent croire qu'ils restent les héritiers, les dépositaires et les continuateurs d'un courant de pensée central. Une philosophie où dominent les « ismes » : solidarisme, universalisme, humanisme, progressisme... et radicalisme, ce mot importé d'Angleterre sous la Restauration pour qualifier le courant des descendants de la Révolution, alors tenus pour des extrémistes. « Nous défendons des principes aussi anciens que la République, c'est vrai ; mais ce n'est pas pour autant qu'ils n'apportent pas de réponses modernes aux défis d'aujourd'hui, affirme le numéro un du parti, Laurent Hénart. Face à la mondialisation, au numérique, à la montée des grandes puissances et au défi écologique, nous sommes là, comme nous l'avons été à chaque mutation depuis plus d'un siècle ! »

La lutte contre le « séparatisme » est aussi devenue le combat vedette des radicaux. Autant dire que les promoteurs du « radicalisme » goûtent peu la « radicalité », fût-elle religieuse ou politique. « Les fractures qui traversent le pays mettent en

danger la République et la laïcité. Le Parti radical n'a pas fini d'accomplir son rôle historique », juge Jean-Louis Borloo, aujourd'hui en retrait de la vie politique.

Adhérent depuis près de soixante ans, Émile Zuccarelli continue pour sa part, à 81 ans, de militer « comme un gamin ». À Bastia, dans le local du Parti radical ou dans les rues de la ville, il s'élève contre les « ferments de division » qu'il voit poindre. « Depuis Clemenceau, jamais l'unité nationale et l'indivisibilité de la nation n'ont été autant mises en cause par les communautarismes », explique l'ex-maire (Parti radical de gauche) de la capitale de Haute-Corse, aujourd'hui président d'honneur du Parti radical. « Dans un monde où l'immigration va s'amplifier, c'est la laïcité qui assurera la paix intérieure des États-nations. Nos combats sont plus actuels que jamais. »

## « Un creuset de réflexion »

Pour assurer leur avenir, les radicaux espèrent continuer de jouer leur rôle d'allié. Malgré leur siècle d'histoire, la plupart d'entre eux ont fini par s'accommoder de l'arrivée du « nouveau monde » macroniste ; les autres, après une union éphémère en 2017, ont ressuscité deux ans plus tard le Parti radical de gauche (PRG), réactivant la séparation entre les « valoisien », proches de la droite, et les radicaux de gauche. Depuis les élections européennes de 2019, le Parti radical a donc décidé de soutenir l'un de ses plus jeunes homologues : La République en marche (LREM). Il compte rejoindre en ami Ensemble citoyens !, le nouveau mouvement des partis pro-Macron. « La majorité a besoin du Parti radical, juge le député Marcheur Bruno Bonnell, proche des radicaux. Il pourrait devenir pour nous un creuset de réflexion, un lieu de méditation républicaine. »

Les grands partis ont compris depuis longtemps leur intérêt à ménager les radicaux. « Ils n'ont pas toujours été les plus puissants, mais ils ont souvent été de nécessaires compléments », résume l'ancien premier ministre Jean-Pierre Raffarin, qui a côtoyé les « valoisien » à l'UMP. Comme lui, Nicolas Sarkozy a pris soin de s'entendre avec eux. Pour faire adopter sa réforme de la Constitution en juillet 2008, le chef de l'État ne s'est-il pas assuré les voix décisives des parlementaires du PRG ? En échange, il a fait abaisser à 15 le nombre de députés nécessaires pour constituer un groupe parlementaire.

Cette liberté d'alliances amusé les contempteurs des radicaux, qui aiment à les dépeindre en centristes flottants, relégués au rang de force d'appoint. Mais leurs amis préfèrent y déceler le secret de leur longévité. « La plasticité des radicaux est une force », estime le ministre des Relations avec le Parlement, Marc Fesneau. « Ils sont capables de dialoguer et de s'entendre avec chacun. C'est ce qui explique la résistance de ses idées à tous les changements institutionnels. » Jean-Pierre Raffarin y entrevoit même la clé d'une régénération. « Le radical est un stratège doté d'une pure intelligence politique, dit-il. Il est flexible sur l'accessoire - ses alliances -, mais ferme sur l'essentiel : la défense de la République. Dans un monde politique usé, où il s'agit de réinventer une loi commune pour éviter la violence, il peut naître. » ■